



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GUYANE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Générale  
Territoires et de la Mer**

## **INSTRUCTION DE L'ÉTUDE DE DANGER DU PORT DE DÉGRAD DES CANNES**

Direction Générale des Territoires et  
de la Mer

Réf : PRIE/PRA/PMG/2020/ *240*

Service Prévention des Risques et  
Industries Extractives

Unité Prévention des Risques  
Accidentels

Cayenne, le *8 juin 2020*

Le chef de service Prévention des  
Risques et Industries Extractives par interim

Affaire suivie par : Alexis BOULANT  
tél : 05 94 29 75 48  
alexis.boulant@developpement-  
durable.gouv.fr

à  
M. Philippe LEMOINE  
Directeur

**Références :** [1] courrier DEAL/SREMD/RA/CD/2018/n°954 du 28 septembre 2018  
[2] courrier GPM-G référencé PL/RLB 002042 du 3 janvier 2019  
[3] courrier DEAL/REMD/URA/CD/2019-N°951  
[4] courrier GPMG référencé PL/RLB 002371 du 14 février 2020  
[5] courrier DGTM/PRIE/PRA/AB/2020/N°211 du 11 mai 2020  
[6] courrier GPMG référencé PL/RLB 002456 du 05 juin 2020  
[7] mise à jour de l'étude de danger du port de Dégrad des Cannes version 4 - février-juin 2020

Monsieur le directeur,

Les dispositions des articles R. 551-1 à R. 551-13 du code de l'environnement imposent pour certains ports maritimes, la production d'une étude de danger et la révision de celle-ci à minima tous les 5 ans. Les ports maritimes concernés sont ceux dont le trafic annuel de marchandises, dangereuses ou non, est supérieur à 4 millions de tonnes par an, et ceux dans lesquels stationnent, sont transportés ou manutentionnés des matières et objets explosibles de la classe 1 (autres que de la classe 1.4S). L'apportement de Dégrad des Cannes est concerné par le transport de matières explosibles.

Dans le cadre de l'instruction de l'étude de danger du port de Dégrad des Cannes, les inspecteurs des installations classées de la DGTM (ex- DEAL) ont effectué le 11 septembre 2018 une visite dont l'objectif était d'apprécier le contenu de cette étude au regard de la réglementation applicable et de la réalité de terrain. Il s'en est suivi plusieurs échanges entre les services instructeurs et vos services, aboutissant à une version mise à jour de l'EDD en date du 5 juin 2020.

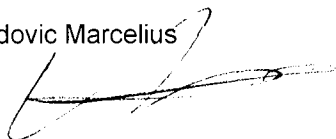
Le service d'inspection note que toutes les demandes formulées dans le courrier [5] ont été prises en compte dans la nouvelle version.

**En prenant en compte que la validité technique des éléments développés restent de la responsabilité de l'exploitant, les services d'inspections n'ont pas d'autres commentaires à faire et prennent actes des informations contenues dans la mise à jour de l'EDD.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

*Les inspecteurs de l'environnement*

Ludovic Marcelius



Alexis BOULANT



Vu et transmis avec avis conforme

*Le chef du service Prévention des Risques et Industries Extractives, par intérim*



Franck Gourdin